

Opinion. Les Allemands sont pro-européens, mais ils rêvent de plus de démocratie

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rea/4467>

DOI : 10.4000/rea.4467

ISBN : 978-2-8218-1422-6

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 27 octobre 2012

Pagination : 31-32

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Opinion. Les Allemands sont pro-européens, mais ils rêvent de plus de démocratie », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 106 | octobre 2012, mis en ligne le 06 novembre 2012, consulté le 28 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4467> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4467>

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.

© CIRAC

Opinion. Les Allemands sont pro-européens, mais ils rêvent de plus de démocratie

Isabelle Bourgeois

- 1 Bien sûr, la crise de la dette inquiète les Allemands. Elle les angoisse d'autant plus qu'elle s'éternise et qu'ils ont l'impression de ne plus comprendre grand-chose aux débats. Mais alors que les autres Européens, notamment ceux du sud, commencent à accuser l'Europe de tous les maux, les Allemands lui sont plus que jamais attachés.

Les Allemands ne doutent pas de l'Europe

- 2 La bonne tenue de l'économie allemande n'y est assurément pas étrangère. D'habitude, en effet, l'enthousiasme pro-européen décline durant une récession, avant de rebondir ensuite. Et de fait, alors que voici un an encore, un tiers (32 %) des Allemands étaient convaincus que l'intégration dans l'UE apporte surtout des inconvénients pour l'Allemagne, ils ne sont plus aujourd'hui que 21 % à partager cette approche. Un quart d'entre eux estime que les avantages l'emportent, et 44 % que les deux s'équilibrent. Le sens de ces taux ne se révèle pourtant que si on les met en regard avec les réponses obtenues au cours des vingt dernières années. Jamais la part de ceux qui pensent que l'Europe apporte plus d'avantages que d'inconvénients n'a dépassé les 27 % ; celle des opinions inverses a toujours frisé les 40 %. Visiblement, la robustesse dont le modèle économique et social allemand a fait la preuve depuis 2007/08, et la solidarité intrinsèque de l'Union européenne qui s'est fait jour tout au long de l'évolution des crises malgré les profondes divergences entre les Etats membres sur les réponses à apporter ont conforté les Allemands dans leur identification avec l'Europe.

Ils sont en manque de pouvoir démocratique

- 3 C'est ce qu'il ressort du dernier sondage (*face-to-face*) réalisé entre le 28 septembre et le 12 octobre auprès d'un échantillon représentatif de 1 636 de personnes âgées de 16 ans et plus par le très réputé Institut für Demoskopie d'Allensbach (voir REA 84/07). Les conclusions présentées par sa présidente, Renate Köcher, dans le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (16-10-2012) sont riches d'enseignement à plus d'un titre. Et ils montrent surtout que la clé pour répondre aux profondes crises – dette, compétitivité, confiance – qui affectent la zone Euro réside avant toute chose dans plus de démocratie.

Ils doutent de la capacité des politiques à maîtriser la situation

- 4 Actuellement, l'état de l'opinion allemande est « étrange » et parfois contradictoire, oscillant entre d'un côté adhésion à l'UE, et même confiance dans l'UE, et d'autre part, scepticisme croissant, voire fatalisme. Comme tous les autres Européens, au fond, les Allemands se sentent de plus en plus dépassés par les événements, impuissants face à la complexité des dossiers, et doutent franchement de la capacité du politique à maîtriser la crise. Ainsi, 70 % d'entre eux ont l'impression que les responsables politiques sont aussi désarmés qu'eux et manquent cruellement de certitude ; 12 % seulement croient que les politiques savent comment maîtriser la crise. Plus grave encore est le fatalisme qui se propage chez nos voisins : 46 % d'entre eux sont convaincus que « *le politique n'est capable que de réagir* » aux événements et à la pression des marchés. Certes, 41 % pensent toujours que « *le politique peut influencer sur le cours des événements* », mais l'écart est faible. Et cette contradiction contribue à expliquer pourquoi les Allemands semblent se reconnaître dans « *le cap pragmatique de la navigation à vue* » que suit le gouvernement fédéral à leurs yeux. Elle permet en tout cas de mieux comprendre pourquoi, alors même que les Allemands redoutent que leur pays présume de ses forces en s'engageant ainsi dans les divers mécanismes de sauvetage et de stabilité, ils n'en sont pas moins convaincus que les intérêts de l'Allemagne sont dûment représentés à l'échelon de l'UE.

Ils doutent de la capacité des citoyens à influencer sur les décisions

- 5 Comme tous les autres Européens, les Allemands ressentent une défiance croissante envers le politique. Et plus les dossiers sont complexes, plus ils sont éloignés de leurs préoccupations quotidiennes, moins il est possible d'avoir une vision complète de leurs tenants et aboutissants et donc d'exercer un pouvoir de contrôle, plus le sentiment d'impuissance grandit. 14 % des Allemands estiment ainsi que, « *en tant que citoyen, on n'a aucune influence* » sur la donne locale ; ce taux grimpe à 32 % en ce qui concerne l'échelon du Land, à 50 % celui du Bund et il atteint un sommet de 75 % en ce qui concerne les décisions prises à l'échelon européen. Il n'est dès lors pas étonnant de constater – alors même que la majorité des Allemands s'intéresse à la politique et la suit de près –, que 36 % seulement d'entre eux se disent intéressés par ce qui se passe à Bruxelles ou au Parlement européen.

Ils doutent surtout de leur capacité à se forger leur propre opinion de citoyens

- 6 Mais les Allemands se distinguent des autres Européens sur un point essentiel : les raisons qui fondent ce défaitisme. Ce qui nourrit en effet ce sentiment d'impuissance face à l'évolution en Europe, c'est l'impression qu'ils ont d'être dans l'incapacité de se forger leur propre opinion sur la situation de la zone Euro et les mesures discutées pour remédier à la crise. Ils sont 76 % dans ce cas, et ce sentiment est largement partagé même par ceux qui s'intéressent à la politique. Quant aux experts – ils ont pignon sur rue en Allemagne et jouent un rôle clé dans le processus de prise de décision politique comme dans celui de la formation de l'opinion (voir REA 78/06) –, les Allemands en ont une piètre opinion : 84 % d'entre eux trouvent que leurs prises de position dans l'espace publique sont discordantes et donc d'aucun secours pour les aider à se forger leur propre opinion. Ce constat explique assurément pourquoi ils se tournent de plus en plus volontiers vers la seule institution en laquelle ils aient encore une confiance absolue – le Tribunal constitutionnel fédéral –, pour qu'il aide les citoyens éclairés qu'ils sont de par leurs droits constitutionnels à leur donner matière à former leur propre jugement. C'était là le véritable objet de la saisine de la Cour de Karlsruhe à propos du Traité instituant le MES (voir l'analyse de l'arrêt dans ce numéro).
- 7 Le message que nous délivrent indirectement les Allemands à travers ce sondage, c'est l'expression de leur soif inextinguible de démocratie, y compris et surtout à l'échelon européen. Mais actuellement, à l'instar de la tendance qui s'esquisse aussi chez leurs voisins (où elle est peut-être simplement plus prononcée), la démission semble gagner du terrain outre-Rhin : 58 % des Allemands ont souvent l'impression que leur engagement politique reste vain et 30 % affirment qu'il vaut donc mieux s'occuper de ses propres intérêts. Leur fatalisme s'est accentué au cours des trois dernières années : la part de ceux qui sont convaincus que le citoyen est co-responsable de l'évolution de son pays est tombée de 52 % à 44 %, la part de ceux qui pensent qu'il n'a que peu d'influence s'est accrue en conséquence, passant de 43 % à 50 %.

Un défaitisme nourri par le déficit de démocratie en Europe

- 8 Voilà pourquoi l'opinion allemande, bien que profondément européenne, se montre plus que sceptique actuellement face à l'idée de plus d'intégration : les deux tiers des Allemands s'opposent à ce que les Etats de la zone Euro transfèrent plus de compétences à l'échelon communautaire en matière de politique budgétaire et fiscale. Car ce que redoutent avant tout les citoyens allemands, ce n'est guère de voir ainsi dilués les intérêts de l'Allemagne, mais avant toute chose de voir « *se réduire foncièrement l'influence qu'ils pourraient prendre sur les décisions politiques* ». C'est bien le déficit de démocratie de l'Europe qu'ils pointent ainsi du doigt, et non pas l'Europe en tant que telle, contrairement à nombre de leurs voisins.
- 9 Mais le risque est grand, en Allemagne aussi, qu'à force d'atermoiements, de défense d'égoïsmes nationaux en lieu et place de l'intérêt commun, d'instrumentalisation du discours médiatique à des fins politiciennes et de déni démocratique, l'opinion

s'atomise et se replie sur la culture des intérêts privés au lieu de porter la construction européenne. C'est là un appel pressant aux responsables politiques allemands et, bien plus encore, à ceux des pays partenaires, à commencer par la France, pour qu'ils clarifient leurs positions et apportent une réponse à la question cruciale pour l'adhésion de leurs opinions à l'Europe : la transparence et la fiabilité d'institutions respectant la démocratie. La confiance dans la zone Euro et, par-delà, l'Europe, dépend bien sûr de la stabilité financière et du potentiel de compétitivité économique et sociale de chacun des partenaires. Elle dépend bien plus encore et même avant tout de la confiance qu'inspirent des institutions permettant aux citoyens d'exercer pleinement leurs responsabilités. (IB)

INDEX

Mots-clés : société, démocratie, identité nationale, Europe, UE, intégration européenne, citoyen, pouvoir politique, opinion